

SOYONS ACTEURS DU CHANGEMENT

Pré-texte d'orientation d'Attac France 2012

Le rapport d'orientation est soumis aux adhérents avant une nouvelle mandature de trois ans. Il a pour but de définir les perspectives de réflexion et d'action sur lesquelles s'appuieront le Conseil d'administration et l'ensemble de l'association.

En cette fin d'année 2012, la crise globale s'aggrave du fait de l'inadéquation totale des réponses apportées par les puissants. Elle est l'occasion de mettre en œuvre une régression sociale d'ampleur historique. Les dévastations imposées par la finance montrent malheureusement l'exactitude du diagnostic d'Attac depuis sa fondation. La taxation des transactions financières est désormais incontournable quoique toujours pas concrétisée. Cela prouve que nos idées avancent, mais sa mise en œuvre viendra trop tard : des transformations d'une tout autre ampleur sont désormais nécessaires pour éviter les pires catastrophes sociales, écologiques et démocratiques.

Un monde en chamboulement

Le basculement géostratégique

La crise financière a accéléré le déclin des vieilles puissances impériales, les États-Unis et l'Europe, fragilisées par leur système financier hypertrophié et explosif. La croissance des pays émergents a peu ralenti, du moins dans un premier temps, et leurs excédents commerciaux maintenus leur ont permis d'accroître leur poids dans les économies des pays centraux. Malgré la hausse des salaires, leur compétitivité se maintient, voire s'accroît, du fait de leur montée en qualité et en innovation dans la production.

Mais leur mode de développement est insoutenable à moyen et long terme. La dictature du parti unique en Chine survivra difficilement si, comme c'est probable, les déséquilibres colossaux de l'économie chinoise aboutissent à une crise économique majeure. Surtout, la généralisation du modèle consumériste occidental, désirée par les populations, se heurte déjà aux limites écologiques de la planète. Pollutions multiples, épuisement des ressources, flambée des prix des matières premières, dégradation des sols, sécheresses, « accidents » climatiques ou nucléaires... vont de plus en plus entraver, voire anéantir les améliorations espérées du niveau de consommation. La crise systémique ouverte en 2007-2008 va rebondir cette fois-ci sans épargner les pays émergents. Ils devront eux aussi rechercher la voie d'une transition juste.

L'Europe à la dérive

Dans la guerre économique de la mondialisation néolibérale, le capitalisme européen n'a pas su tirer son épingle du jeu. Seule l'Allemagne est parvenue à préserver ses positions en imposant à ses salariés des réductions de coûts qui ont accru encore sa traditionnelle compétitivité fondée sur la qualité. Elle a ainsi déstabilisé les autres pays européens, y compris la France, dont les déficits extérieurs abyssaux sont la contrepartie des excédents allemands. La récession, venant après vingt ans de politiques fiscales néolibérales, a fait exploser les déficits et les dettes publiques. L'emploi, les salaires, les droits sociaux sont partout remis en cause. Le château de cartes de l'euro, monnaie unique construite par des États en guerre économique les uns contre les autres, menace de s'effondrer. Sa dislocation aggraverait dramatiquement la crise sociale, qui déjà frappe en particulier les salariés précaires, les femmes, les migrants... Elle favorisera la montée des extrêmes droites européennes, qui surfent déjà sur le rejet populaire des dégâts de la mondialisation.

Dans ce contexte, les politiques d'austérité sans fin symbolisées par le Pacte budgétaire ne sont pas principalement des erreurs fondées sur un mauvais diagnostic. Elles mettent en œuvre un projet porté par une large fraction de l'oligarchie, celui de l'ajustement structurel européen. C'est une véritable et irresponsable « stratégie du choc » qui vise à sabrer les coûts salariaux et sociaux de la zone euro pour préserver la rentabilité des capitaux. Fût-ce au prix de l'exclusion des pays « laxistes » de la zone euro, de l'arrivée de l'extrême droite au pouvoir dans nombre de pays, voire de l'effondrement de la construction européenne. Au bout de la guerre économique, la guerre tout court ?

Premier axe de travail : refonder le projet européen

Contre les politiques d'austérité et le piège de la dette publique

Le libre-échange et la libre circulation des capitaux ont commencé à défaire les conquêtes salariales et sociales de l'après-guerre. Aujourd'hui, la dette publique est instrumenta-

lisée pour porter le coup de grâce à l'État social en Europe. Comme nous le disions déjà lors de la lutte contre le Traité constitutionnel européen, et cela devient aujourd'hui criant, la construction européenne sera rejetée par les peuples et s'effondrera si elle ne s'engage pas très vite dans une refondation radicale. Il ne suffira pas, comme le préconisent certains fédéralistes européens, de mutualiser les dettes publiques et d'accroître les ressources propres du budget européen tout en maintenant l'austérité au niveau national. Il faut bien plus profondément rompre la dépendance des États vis-à-vis des marchés financiers, renoncer au libre-échange et redistribuer les richesses par une réforme fiscale ambitieuse. Il s'agit de financer un plan européen de transition écologique et de modifier profondément les modes de production et de consommation, de réduire l'empreinte écologique européenne tout en créant des millions d'emplois. Pour cela, il faudra en particulier réduire le temps de travail, développer et rénover les services publics et enclencher une convergence vers le haut en Europe des droits sociaux et de la fiscalité sur les bénéfices des sociétés et les plus hauts revenus. *Notre responsabilité spécifique est de continuer à déconstruire les discours mensongers justifiant l'austérité et d'éclairer les citoyens sur la nature des intérêts privilégiés par les politiques actuelles. Attac va renforcer sa démarche d'éducation populaire et de construction de convergences contre l'austérité, en particulier par l'audit citoyen de la dette publique à l'échelle européenne. L'audit devrait déboucher sur des propositions des mouvements sociaux pour reconstruire un système de financement solidaire des urgences sociales et écologiques en Europe et dans le monde.*

À court terme, il faut empêcher la ratification du Pacte budgétaire, élaboré pour éliminer définitivement les marges de manœuvre économiques et ce qui reste de souveraineté démocratique des peuples. *Attac fait tout pour contribuer à construire la résistance européenne aux traités néolibéraux et exiger que les peuples décident directement de leur destin. Nous voulons faire émerger partout un vrai débat public sur les objectifs et les moyens de la construction européenne. Nous visons à terme l'élaboration démocratique d'un nouveau traité de refondation de la construction européenne. Celle-ci ne doit plus servir à saper la démocratie, mais au contraire à bâtir à travers les luttes populaires une souveraineté démocratique européenne.*

Faire converger les forces, en France, en Europe et dans le monde

Les résistances qui montent à travers les initiatives syndicales et citoyennes, la polarisation des forces politiques avec la montée d'une gauche de résistance mais aussi d'une extrême droite agressive, montrent les potentialités mais aussi les graves dangers de la situation. Les classes possédantes utilisent cyniquement l'insécurité sociale et la peur pour légitimer leur domination. Les dérives liberticides, sécuritaires et

racistes menacent les droits civils. *La vocation spécifique d'Attac, en lien avec ses organisations fondatrices, est de favoriser, en France, en Europe et dans le monde, la convergence des forces qui veulent que la responsabilité écologique, la justice sociale et la démocratie l'emportent sur le productivisme et la loi du profit.*

En France, nous saluons bien sûr la défaite de Nicolas Sarkozy, président cynique et brutal, mais l'arrivée d'un gouvernement d'orientation social-libérale ne change aucunement notre rapport au politique. François Hollande et son gouvernement espèrent atténuer au niveau européen l'austérité qu'ils acceptent sur le plan national, sans remettre en cause la domination des marchés financiers. Cela n'est pas cohérent. *Nous sommes conscients que, dans l'histoire, les avancées démocratiques et sociales majeures ont toujours résulté de mouvements sociaux puissants et autonomes. Nous continuerons à interpeller les pouvoirs publics et les institutions, à faire pression sur eux, à favoriser la convergence dans les luttes des forces associatives, syndicales et politiques, tout en préservant notre autonomie.*

La meilleure façon de contrer les discours nationalistes et xénophobes est de s'appuyer sur les solidarités internationales, sur les luttes communes entre les peuples contre l'hégémonie de la finance. C'est particulièrement vrai en Europe : la crise ne se résoudra pas par l'exclusion des Grecs ou des Allemands, mais par la refondation de l'Europe grâce à la montée de résistances populaires se renforçant mutuellement dans les différents pays. La gauche alternative grecque s'est renforcée précisément en s'appuyant sur les luttes sociales et en visant non pas une sortie mais une refondation de l'euro, avec les autres peuples européens. *Attac France continuera à relier ses réflexions et ses actions à celles des Attac d'Europe, dans la perspective de campagnes européennes et d'une prochaine université d'été commune. Les Attac d'Europe continueront à travailler à la construction d'espaces de convergences à l'échelle européenne (initiatives d'audit citoyen, Joint Social Conference, alter-sommet européen...), qui visent à revivifier et élargir la dynamique du Forum social européen.*

Mais si l'éclatement de l'Europe rendrait infiniment plus difficile l'émergence d'un ordre mondial juste et soutenable, les « Indignés », « Occupy » et autres mouvements étudiants et citoyens expriment quant à eux le début d'une insurrection démocratique mondiale d'une dimension qu'on peut espérer au moins aussi importante que celle de 1968. Ces mouvements indiquent qu'émerge dans la jeunesse une critique radicale de ce système inégalitaire et prédateur. Ils posent la question d'une nouvelle organisation de la société fondée sur la démocratie à tous les niveaux. Un système social alternatif au capitalisme, qui apparaît désormais incapable d'honorer les promesses sociales et démocratiques faites aux peuples et de traiter la question écologique. *Ces mouvements se retrouveront avec ceux des révolutions dans les pays arabes et les mouvements sociaux du*

Pré-texte d'orientation d'Attac France 2012

suite de la page 5

monde entier lors du Forum social mondial en Tunisie, en mars 2013 : ce forum constitue une étape essentielle pour Attac France, qui s'y impliquera avec les autres Attac, notamment le réseau des Attac d'Afrique.

Deuxième axe de travail : œuvrer pour la transition écologique et sociale, ici et maintenant

L'urgence de la transition écologique

La précarité sociale et la crise écologique ne cessent de s'aggraver, menaçant à court et moyen terme les conditions d'existence de centaines de millions de personnes, et à terme de toute la biosphère. La dépendance aux carburants fossiles importés pèse sur les budgets des familles populaires, creuse les dettes européennes et menace le climat mondial. Les réponses néolibérales, « croissance verte » et pseudo-« économie verte », veulent approfondir la marchandisation et la financiarisation des ressources naturelles. Face à cette pure folie, il est décisif que les mouvements écologistes approfondissent leur critique du productivisme et la lient à celle du capitalisme financier. Faute de quoi les mirages de la finance « écologique » et les délires techno-scientistes nous entraîneront tous dans une impasse dramatique. Il faut aussi que l'ensemble du mouvement syndical rejette clairement le productivisme et la croissance à tout prix, en s'engageant dans la perspective d'une prospérité économe et partagée, créatrice d'emplois et de richesses utiles, et respectueuse des limites de la planète. *Le rôle spécifique d'Attac est d'y contribuer en rappelant que toute alternative soutenable à l'austérité sociale doit inscrire en son cœur la dimension écologique. Il nous faut mettre à nu les mensonges de leur « économie verte » et favoriser les convergences entre mouvements sociaux et écologistes, notamment grâce aux forums sociaux et aux sommets des peuples. Nous œuvrons à articuler les luttes locales, comme celles contre l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes, contre les gaz de schistes et l'extractivisme ou en défense de l'eau comme bien commun, et les luttes globales, dans la lignée des mobilisations de Copenhague ou de Rio+20. Nous travaillons à construire un agenda commun aux mouvements sociaux et écologiques, avec en perspective la domestication de la finance et la maîtrise démocratique de la production et de l'économie.*

Relocaliser pour vivre et décider autrement

Le refus de la mise en concurrence des travailleurs dans la guerre économique mondiale a

alimenté de nombreux débats ces dernières années, notamment autour du thème de la démondialisation et du protectionnisme. Le G20 et l'Union européenne n'ont cessé de poursuivre leurs politiques de libéralisation commerciale, en multipliant les accords bilatéraux pour contourner la paralysie de l'OMC. Le besoin de protections face au libre-échange qui s'étend et aux pouvoirs de la finance mondialisée est une préoccupation réelle des citoyens. Ce besoin de protection a aussi été instrumentalisé par l'extrême droite dans des termes mensongers et nationalistes. Loin d'opposer les peuples entre eux, la relocalisation est un moyen de définir de nouveaux modes coopératifs de production et de consommation partout respectueux de la démocratie, des besoins sociaux et des limites de la planète. Le rôle d'Attac est de développer la réflexion sur les façons concrètes d'y parvenir, dans un esprit de solidarités internationales et d'ouverture à la diversité des peuples.

La transition a déjà commencé

Déjà, des milliers d'initiatives émergent sur le plan local pour engager la transition écologique et sociale. Villes lentes ou en transition, agriculture paysanne biologique, circuits courts, coopératives de production ou d'habitat, finance solidaire, monnaies complémentaires, mouvements du logiciel libre préfigurent des formes de production durable fondées sur la solidarité et la démocratie. Ces innovations montrent que d'autres logiques productives, financières et commerciales sont possibles, plus efficaces car plus humaines que la logique du profit. Elles doivent inspirer les démarches de démocratisation et de socialisation des banques et des entreprises qui seront nécessaires pour replacer le développement économique dans une trajectoire soutenable. *Le rôle spécifique d'Attac est de populariser ces initiatives locales, de favoriser leur appropriation par les citoyens, de montrer leur pouvoir transformateur de la société et de les relier aux démarches de transformation globale de la société.*

Troisième axe de travail : mettre la démocratie au poste de commande

La démocratie comme moyen et comme finalité

Nous sommes convaincus que la démocratie, c'est-à-dire la capacité des citoyens à délibérer et trancher sur les choix qui les concernent, est au cœur de toute démarche de transformation sociale et de préservation de la nature. C'est la confiscation des décisions par l'oligarchie qui lui permet de saccager les droits sociaux et les écosystèmes. Le personnel poli-

tique et les hauts responsables de l'État sont très majoritairement, par intérêt ou par conviction, prisonniers de l'idéologie néolibérale.

C'est pourquoi la transition écologique et sociale ne sera durablement possible que si elle résulte de l'irruption des citoyens dans la gestion de leurs propres affaires au plan local, national, européen et mondial. Cela suppose une rénovation fondamentale des mécanismes de participation à la vie économique et politique, une véritable socialisation de l'économie et de la politique. *Le rôle d'Attac est de contribuer à l'élaboration et à l'expérimentation de formes de contrôle social et démocratique, de socialisation des entreprises et des institutions. Dans le champ de l'action politique démocratique, nous promovons les mécanismes qui permettent une participation directe des citoyens aux décisions les concernant et un véritable contrôle des représentants.*

Faire d'Attac un laboratoire démocratique

Les organisations qui, comme Attac, recherchent la transformation sociale, ont devant elles une tâche décisive qui ne dépend que d'elles : être elles-mêmes le théâtre de ce processus de démocratisation. Nous y contribuons en expérimentant des modes innovants de participation des adhérents dans le fonctionnement interne de notre association et en incluant davantage les militants et l'ensemble des élus dans l'élaboration et la mise en œuvre des campagnes. Nous devons également mieux adapter nos modes de communication aux attentes diversifiées des citoyens de tous milieux. Pour cela il nous faut évoluer d'une conception de l'éducation populaire souvent pratiquée comme une éducation du peuple par les « sachants » vers un processus d'auto-éducation collective dans lequel les citoyens construisent ensemble des savoirs collectifs.

Après plusieurs dizaines d'années d'hégémonie néolibérale, des alternatives ne se construiront que sur un nouveau socle idéologique et culturel, alimenté par une pluralité de pensées. *Notre rôle est d'être un espace de débat entre personnes et mouvements de différents horizons, sur des questions essentielles pour l'ensemble du mouvement social. À cet égard, nous devons élargir et diversifier le Conseil scientifique, affermir nos liens avec les organisations fondatrices d'Attac, et donner une impulsion nouvelle au Collège des fondateurs. Beaucoup de débats ne sont pas tranchés et sont à poursuivre, comme la prospérité avec ou sans croissance, les moyens de la relocalisation, la place des biens communs, les modalités de la transition énergétique, les outils d'une démocratie réelle...*

Les mouvements citoyens qui émergent, comme les Indignés ou *Occupy*, renouvellent les formes de résistance et interrogent nos propres façons d'agir. *Nous travaillerons à construire des formes de mobilisation diversifiées et attractives, qui permettent la participation du plus grand nombre et favorisent la popularisation de nos idées. Nous pourrions notamment investir les réseaux sociaux et médias alternatifs. Nous développerons des actions politiques en lien avec nos revendications (occupation de lieux de pouvoir de la finance, cyber-actions...), avec une mutualisation des expériences déjà existantes et des formations à ces actions.*

Pour mener à bien ces projets, nous avons besoin d'une grande diversité de milieux sociaux et de générations. Attac reste marquée, comme bien d'autres organisations du mouvement social en France, par un déséquilibre flagrant entre générations. Ce n'est pourtant pas le cas des autres Attac dans le monde. *En lien avec Attac Campus et le réseau jeunes qui s'est constitué récemment, nous mènerons un travail spécifique pour que bien plus de jeunes trouvent dans Attac un outil qui donne sens à leurs révoltes.*

Plus que jamais, il est urgent d'agir local et de penser global, pour nous réapproprié ensemble l'avenir de notre monde !

